



comptes rendus

Sciences, société, environnement

Ecole d'été européenne tenue à Chamrousse, du 28 août au 8 septembre 1995

par Amédée Mollard (INRA, département d'Economie et Sociologie rurales, BP 47, 38040 Grenoble cedex)

L'initiative de lancer cette Ecole d'été européenne a été prise en avril 1993 par des chercheurs en sciences sociales de l'université Pierre-Mendès-France (Sciences sociales, Grenoble 2), au sein de l'institut de l'Environnement du pôle universitaire et scientifique européen de Grenoble.

Objectifs initiaux

Deux objectifs étaient affichés au départ :

- renforcer la capacité des sciences humaines et sociales à prendre leur véritable place au sein des programmes de recherche interdisciplinaires sur l'environnement, souvent pilotés par les sciences de l'ingénieur, par les sciences de la vie ou par celles de l'univers, en invitant toutes les disciplines scientifiques à prendre plus de recul dans la manière dont elles tissent leurs rapports avec la nature et la société (d'où le titre général de l'Ecole) ;
- développer une formation longue et intensive qui soit aussi le moyen de favoriser les échanges et réseaux européens dans le domaine de l'environnement, tant entre doctorants qu'entre enseignants et chercheurs, de façon à confronter l'état des savoirs et les démarches scientifiques dans différents pays de l'Europe.

Au départ, le public visé était principalement celui des doctorants et de quelques enseignants ou chercheurs confirmés, travaillant dans le domaine des sciences humaines et sociales et engagés dans des programmes de recherche sur l'environnement, en limitant, par prudence, les effectifs à 30 ou 40 participants. Par la suite, quelques unes de ces contraintes ont été relâchées : effectifs réels plus élevés, élargissement à d'autres disciplines... (voir encadré *L'Ecole d'été en chiffres*).

Organisation et soutiens

Une commission « sciences humaines et sociales » créée en automne 1993 au sein de l'institut de l'Environnement a pris en charge la réalisation de ce projet. La première programmation a été mise au point et discutée par un comité de programme européen en juin 1994. Le comité local d'organisation

s'est mis en place à partir de quatre équipes de recherche grenobloises, appartenant au CNRS, à l'INRA et au CEMAGREF (*).

L'université Pierre-Mendès-France et l'institut de l'Environnement ont apporté dès le début leur appui à cette initiative, inscrite dans un ensemble de dix écoles du même type organisées à Grenoble sur d'autres thématiques et soutenues par le pôle européen (Institut d'études scientifiques avancées, IESA), avec un même souci de formation doctorale de qualité largement ouverte au plan international, aussi bien pour les enseignants que pour les participants. Le principe d'une aide significative du Programme environnement du CNRS a ensuite été adopté rapidement. Ultérieurement, des soutiens complémentaires décisifs ont été obtenus aux niveaux local, national et européen, témoignant de l'écho et de la portée de l'initiative prise (**).

L'Ecole a duré quinze jours. Elle s'est déroulée dans la bonne humeur et dans un cadre montagnard attractif, avec un franc succès et des projets de pérennisation. En attendant les résultats d'une évaluation systématique par enquête auprès des participants et des conférenciers qui est en cours de dépouillement, voici un rapide premier bilan.

Résultats

L'itinéraire pédagogique proposé était de parcourir successivement trois types de questions : tout d'abord celles qui ont trait à la construction de l'environnement comme concept scientifique, épistémologique et philosophique, en particulier à travers les différentes « visions » des disciplines ; ensuite celles qui renvoient aux méthodes et moyens de connaissance des phénomènes naturels et sociaux qui font émerger et formuler la question de l'environnement aujourd'hui ; enfin des questions relatives à la gestion de l'environnement par les acteurs privés et institutionnels, comme lieu d'une action à la fois techno-scientifique, économique, politique et juridique. Dans toutes les disciplines on constate que la grande difficulté des chercheurs à construire leurs connaissances en interaction avec celles des autres et à élaborer des modèles satisfaisants renvoie à la complexité même des problèmes d'environnement dont les facettes temporelles, spatiales et sociales sont multiples et pas toujours bien identifiées.

L'approche des problèmes d'environnement et l'interdisciplinarité qu'elle appelle, constituent un levier puissant de renouvellement et de transformation de la définition et des conditions mêmes du métier de chercheur. Elle invite à ne pas se contenter de tentatives qui juxtaposent simplement les disciplines, ni de celles qui viseraient principalement à ajouter une dimension « humaine et sociale » (le supplément d'âme...) aux approches menées par les sciences de l'ingénieur, de la vie ou de l'univers. L'interdisciplinarité, si on la prend au sérieux, nécessite une recherche inscrite dans la durée ; elle apparaît plus complexe et difficile à réaliser, y compris au sein des sciences de l'homme et de la société qui s'ignorent superbement ou se veulent, chacune, hégémoniques, peut-être parce qu'elles sont supposées avoir spontanément une grande connaissance mutuelle du fait de leur proximité. Cette Ecole nous invite, on le voit, à abandonner la dichotomie des oppositions trop simples entre disciplines soi-disant dures et a-sociales et disciplines soi-disant molles et sociales...

L'Ecole d'été en chiffres

- 60 participants effectifs (pour près de 90 candidatures reçues), dont 32 français et 28 étrangers de 14 pays différents : pour l'essentiel de l'Europe de l'Ouest et de l'Est, mais aussi quelques participants du Brésil et de l'Afrique de l'Ouest. Sur ce total, on comptait 42 doctorants et 18 post-doc ou chercheurs confirmés, une dizaine d'entre eux menant leurs recherches en dehors des SHS.

- il y a eu 33 conférenciers (sur 37 programmés) dont 14 européens non français venant de 7 pays différents : Allemagne (3), Royaume-Uni (3), Suisse (3), Italie (2), Pays-Bas (1), Belgique (1), Finlande (1). Au total, 27 conférences et 3 tables-rondes ont été organisées, ce qui correspond à 60 heures de cours environ, avec un bon équilibre entre le français et l'anglais (50/50).

- 37 posters ont été réalisés et présentés lors de sessions *ad hoc*, principalement sur des thèses en cours, couvrant de nombreuses disciplines et thématiques différentes. Ils ont rencontré un franc succès et ont été l'occasion d'un temps important de discussions informelles entre participants (plage effective de 2 heures par jour).

- le budget global est proche de 500 KF (coûts directs), dont les trois quarts concernent l'hébergement et les transports des conférenciers français et étrangers.

(*) A. Mollard (directeur de recherches à l'INRA, directeur de l'Ecole), équipe Régulation et Agriculture (R&A), département d'Economie et Sociologie rurales (DESR) ; P. Criqui (directeur de recherches au CNRS) et D. Faudry (ingénieur d'études au CNRS, directeur adjoint de l'Ecole) de l'Institut d'économie et de politique de l'énergie (IEPE, UPR CNRS) ; J.-P. Guérin (professeur) et M.-G. Durand (IR CNRS) du laboratoire de la Montagne alpine (LAMA, URA CNRS) et T. Sanchis (ingénieur) du Centre du machinisme agricole, du génie rural et des eaux et forêts (CEMAGREF), division Etudes rurales montagnardes (INERM).

(**) L'université Joseph-Fourier (scientifique et médicale, Grenoble 1) et la municipalité de Grenoble, engagée aux côtés des universités au sein du Pôle ; les trois organismes de recherche auxquels se rattachent les organisateurs : non seulement le CNRS (Programme environnement, Formation permanente), l'INRA (départements Economie et Sociologie rurales - ESR - et Systèmes agraires et développement - SAD) et le CEMAGREF, mais aussi le ministère de l'Enseignement supérieur et de la Recherche et celui de l'Environnement ; enfin, la DG XII (recherche) de l'Union européenne.

L'institut de l'Environnement de Grenoble-Chambéry

C'est l'importance et la variété des compétences existant à Grenoble et à Chambéry dans les laboratoires universitaires et les services de recherche publics et privés qui ont conduit le Pôle universitaire et scientifique européen à privilégier, avec l'accord de son conseil scientifique, le développement d'un axe de recherche sur l'environnement sous la forme d'un Institut sans murs.

Le potentiel de recherche en environnement de Grenoble et Chambéry représente, dans l'état, environ 270 chercheurs et ingénieurs de recherche, 170 enseignants-chercheurs, 150 ingénieurs, techniciens et administratifs, mais aussi 300 doctorants. Compte tenu de la forte dispersion des équipes, de leurs tailles et statuts très différents, avec peu d'interactions interdisciplinaires, de certaines faiblesses thématiques, il est apparu essentiel de confier à l'institut de l'Environnement les tâches suivantes, sous la responsabilité de G. Vachaud (DR CNRS, LTHE/Grenoble), nommé directeur de cet institut :

- coordonner et fédérer les équipes afin de renforcer l'efficacité des recherches et d'assurer la lisibilité de l'ensemble ;
- développer des programmes communs interdisciplinaires ;
- représenter les équipes auprès des collectivités locales, régionales, et internationales et des instances scientifiques nationales ;
- inciter à la mise en place de formations nouvelles sur l'environnement.

L'institut de l'Environnement a édité en 1994 un annuaire qu'il est possible de se procurer auprès de :

Marie-Claire Vialatte, institut de l'Environnement
Maison Rhône-Alpes des Sciences de l'homme
BP 47, 38040 Grenoble cedex 09

Cette session a contribué à mettre en évidence le besoin impérieux et partagé de construire un réseau européen de doctorants, de chercheurs et d'enseignants dans le domaine de l'environnement. L'initiative prise par l'institut de l'Environnement de Grenoble-Chambéry montre qu'une école d'été, à condition qu'elle se pérennise, constitue un bon outil pour y parvenir progressivement. Du fait de son site et de sa temporalité particulière, elle invite les conférenciers sollicités à allonger leur séjour, comme ce fut le cas à Chamrousse, de façon à multiplier les contacts entre eux et avec les participants et à faciliter leur prolongement au-delà de l'Ecole. Le fait que tout le monde ait peu ou prou « joué le jeu » et que le groupe se soit rapidement constitué et organisé est un facteur positif

pour cet objectif. Ce nouveau « lieu » peut ainsi devenir progressivement un pôle européen reconnu par les institutions scientifiques, universitaires ou administratives qui traitent de l'environnement. Pour les organismes nationaux comme le Programme environnement du CNRS et les autres organismes de recherche impliqués, ou pour le ministère de l'Environnement, mais aussi pour l'Union européenne (DG XII), cette première Ecole a constitué un jalon dans ce sens. Il reste à la faire mieux connaître dans les autres pays européens, en particulier en Europe du Nord. Une information externe sur ces résultats est indispensable dans cette perspective. Un bilan et des actes seront prochainement publiés et diffusés.

Un dernier objectif, non anticipé celui-là, a également été réalisé : le cadre montagnard aidant, ainsi que l'apprentissage du billard lors de longues soirées, une ambiance conviviale s'est très vite constituée entre tous les participants et la plupart en redemandent... A suivre.

Liaison entre problèmes environnementaux et problèmes socio-économiques dans le cadre des croissances urbaines

par Philippe Clergeau (INRA Faune Sauvage-Université de Rennes I, laboratoire d'Evolution des systèmes naturels et modifiés, campus de Beaulieu, 35042 Rennes cedex)

Séminaire de préparation du projet ENVIL (villes et environnement) qui sera présenté à l'UNESCO en mai 1995, réuni à l'Université de Laval (Québec, Canada), du 24 au 27 janvier 1995.

Les quatre journées de travail ont rassemblé 25 personnes en provenance de 8 pays francophones (Canada, France, Belgique, Suisse, Haïti, Sénégal, Côte-d'Ivoire, Maroc) et réuni les différentes disciplines nécessaires (géographie, écologie, sociologie, ingénierie, médecine, urbanisme, architecture). Le but du projet est en effet de traduire la notion de politique environnementale en fonction des problèmes environnementaux propres à chaque ville, les mises en place des politiques publiques et leurs impacts socio-économiques. L'étude veut notamment faire la démonstration que le développement de politiques environnementales appropriées et bien gérées peut susciter un type de développement économique et social plus en mesure de contribuer à la solution des problèmes environnementaux urbains. Le projet, qui a déjà retenu l'attention de l'UNESCO (programme MOST) lors de l'examen d'une lettre d'intention, devait être étoffé dans sa problématique et ses méthodes et nécessitait donc la réunion des divers partenaires.